

ENTRETIEN AVEC M. MECHOUET, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES ZAOUIAS

«Les zaouias sont la première institution politique du pays»

Les rapports entre les zaouias et le pouvoir politique restent, à ce jour, entourés de zones d'ombre. D'opacité. Nul n'ose en parler ouvertement. Dans cet entretien, nous avons tenté de lever un coin du voile, d'en savoir plus sur ces liens et la manière dont elles agissent à travers la société...

Entretien réalisé par
Abla Chérif

Le Soir d'Algérie : Combien de zaouias regroupe votre association ?

M. Mechouet : Nous sommes présents sur tout le territoire national. Officiellement, nous sommes les seuls, mais officieusement, il existe des personnes, des opportunistes qui prétendent représenter les zaouias. Vous savez, il y a ceux qui servent les zaouias et ceux qui se servent des zaouias.

Que voulez-vous dire par là ?

Certaines personnes ont des ambitions. Elles tentent de se rapprocher de tel ou tel responsable pour obtenir un poste. Nous, nous ne demandons rien, qu'on nous laisse servir la religion et le pays. Nous avons passé des moments très difficiles, il est temps de revenir à la religion telle que prônée par le Prophète, que le salut soit sur lui.

On arrive à des postes à travers les zaouias...

Oui. Le fait de s'afficher avec des personnes influentes n'est pas innocent. Vous savez, les zaouias sont la première institution politique du pays.

Comment cela ?

Il faut comprendre ce concept comme il se doit. L'émir Abdelkader n'est pas sorti de Saint-Cyr, c'est un enfant d'une zaouia, il y a cheikh El-Mokrani, cheikh Haddad... Ils sont des centaines dans ce cas.

Et dans l'Algérie actuelle ?

Dans l'Algérie actuelle, il y a des enfants des zaouias au pouvoir, à des postes de responsabilité importants. Ce qui manque à ces personnes, c'est d'avoir l'esprit des zaouias, l'esprit de la tolérance, de la concertation. L'absence de ces valeurs a amené les Algériens à s'entredéchirer parfois au nom de la religion ; nous sommes arrivés à un point où l'on ne comprend plus ce qui se passe.

Que pensez-vous de l'utilisation politique que l'on fait des zaouias ?

Si le pouvoir algérien veut nous utiliser à bon escient, pour l'intérêt de

l'Algérie, alors nous sommes à sa disposition. Nous sommes au centre d'un brasier, nous devons agir et vite. Regardez nos voisins, ils utilisent les zaouias pour nous attaquer mais nous, nous ne savons pas utiliser les zaouias. Chez nous, elles sont utilisées à des fins mesquines.

Lesquelles ?

Je préfère ne pas aller dans ces détails. Les gens nous reprochent, par exemple, d'avoir soutenu Bouteflika. Nous ne pouvons pas rester en marge de la société, nous sommes des Algériens à part entière. Il faut soutenir l'un ou l'autre, nous soutenons celui qui, à la limite, nous reconnaît.

De quelle manière avez-vous soutenu M. Bouteflika ?

Vous savez, les gens viennent nous voir pour savoir quelle attitude adopter lors d'événements importants. Ce sont de simples citoyens qui nous demandent la direction à suivre. Ils nous demandent qui nous allons soutenir, le meilleur programme, alors on en parle et on les oriente. Dans les zaouias, vous avez de tout, des médecins, de grands professeurs, des docteurs... Le cheikh de la zaouia de Timmassine Ourgla est docteur en physique nucléaire par exemple. Nous avons des journalistes, des politiciens, et notre message est toujours le même : mettez l'intérêt de l'Algérie avant tout. Le reste, c'est du folklore. Nous ne pouvons pas avancer si nous restons là à nous entredéchirer. Nous avons vécu la décennie noire et nous n'avons pas quitté le pays. Ma zaouia a été brûlée par les terroristes, personnellement j'ai pris les armes contre le terrorisme.

Comment les zaouias ont mené un travail durant cette époque ?

Certains ont pris les armes, ils ont prêché la bonne parole, sensibilisé les citoyens. Aujourd'hui, c'est le moment ou jamais de faire un travail de mobilisation envers le citoyen dans les villes frontalières. Il y a une réelle menace qui guette ce pays. L'Algérie dérange, certains pays ne veulent pas que nous soyons en paix. Je le pense sincèrement : nous sommes en paix par rapport à d'autres, et cette situation



Cheikh Mechouet.

dérange beaucoup. C'est pour cela que nous allons entamer une tournée de sensibilisation afin de prévenir les citoyens des dangers qui nous guettent, aux frontières surtout. Et c'est pour cette raison aussi que nous ne sommes pas d'accord avec le ministère des Affaires religieuses actuellement. Il a appelé à la mise en place d'une caravane pour sensibiliser contre l'extrémisme en France, nous considérons que ce n'est pas notre problème. Travaillons d'abord en Algérie. De plus, nous ne pouvons pas oublier le rôle qu'a joué ce pays dans les années 1990. François Mitterrand a appelé à ne pas vendre des armes à l'Algérie.

Les zaouias sont pourtant perçues comme un appui du pouvoir...

Je crois que le ministre des Affaires religieuses a une autre vision. Je m'étonne de ce projet d'une caravane de sensibilisation en France. Il faut sauver ce qu'il y a ici, chez nous. Il faut redonner à l'Islam son juste milieu. Nous avons chassé la France en kachabia et en haïk, pas avec une barde et une gandoura. Notre Islam ne date pas des années 1990. A cette époque, il y a eu, au contraire, tentative de casser notre religion. Nous luttons très fort contre la pensée wahhabite. Elle est présente, menaçante, elle est dirigée. Son but est de frapper l'économie et la culture algériennes. Je refuse que l'Arabie Saoudite me dicte la façon dont je dois prier ou m'habiller.

Pourtant, les zaouias sont si convoitées par le pouvoir politique ...

Il faut savoir que l'Algérien est très respectueux de la religion, à plus forte raison lorsque cette religion est celle

du juste milieu. Les personnes qui comprennent le poids de la zaouia savent que c'est le ciment de la société. D'une part, il y a respect et, d'autre part, ils savent que c'est un vecteur porteur, que nous pouvons faire passer des messages s'il y en a. C'est un peu normal que les zaouias soient convoitées comme vous le dites.

On vous demande de passer des messages. De quelle nature sont-ils ?

Nous n'avons jamais eu d'injonction, ni d'aller à contre-courant de la pensée soufie. Nos politiques savent que les zaouias ne peuvent pas tout accepter. Les zaouias prêchent la bonne parole, nous passons des messages de tolérance.

Bouteflika a beaucoup œuvré pour la redynamisation des zaouias...

Absolument. Depuis 1962, les zaouias ont traversé diverses étapes. Au temps de Boumediène, on nous a tout enlevé, vous savez que les biens des zaouias ont été nationalisés. A l'heure actuelle, certaines d'entre elles n'ont toujours pas pu récupérer leurs biens. Arrivé le temps de Chadli, on a beaucoup plus utilisé les zaouias à des fins personnelles qu'à autre chose. Bouteflika lui a redonné à la zaouia sa véritable place, on n'a plus cette hantise de dire : je suis un enfant de zaouia. A ce moment, elles ont commencé à travailler, à produire, à se montrer, les résultats sont là. Il y a une différence entre un imam formé par une zaouia, et donc tolérant, et un autre. Ces zaouias ont participé à calmer le jeu durant les moments difficiles que nous avons traversés. Nous pouvons faire mieux, à condition que

le ministère des Affaires religieuses travaille avec nous.

Pourquoi dites-vous que les zaouias sont utilisées à des fins personnelles...

Dans les années 1980, on arrivait à des postes de responsabilité à travers les zaouias, on faisait intervenir tel ou tel cheikh pour cela. De hauts responsables ont fait des choses incroyables dans ce sens. Mais cela ne nous intéresse pas que des gens arrivent à des postes de responsabilité parce qu'ils sont proches des zaouias. Il faut que les postes de responsabilité se méritent à travers les compétences. La première parole de Gabriel a été lue, il est temps de réhabiliter le savoir et les compétences, c'est cela que nous voulons.

Vous avez œuvré pour la réconciliation nationale ?

Absolument. Nous avons été sur le terrain, nous avons rencontré des terroristes, leur famille, les résultats sont là. Nous sommes intervenus y compris dans les conflits tels que les événements de Kabylie. Nous avons rencontré les Kabyles et les gens du pouvoir, il y a une véritable médiation.

On vous a demandé de le faire ?

Nous le faisons spontanément, parfois nous sommes sollicités, surtout encouragés. La zaouia n'est pas seulement une institution religieuse, c'est un gouvernement, on y trouve de tout, un ministre de l'agriculture puisque nous promouvons l'agriculture, la justice puisque nous intervenons dans le règlement des conflits, la culture puisque nous nous occupons de tout ce qui est patrimoine, le tourisme puisque nous avons introduit dans les objectifs de l'association le tourisme spirituel. Les zaouias peuvent jouer un grand rôle, on peut répondre là où le pouvoir ne peut pas répondre.

De quelle manière allez-vous travailler du côté des frontières ?

Nous allons nous déplacer pour sensibiliser les citoyens dans ces zones sur les dangers en cours. Nous nous sentons interpellés. Des missiles ont été retrouvés, ce n'est pas seulement le problème d'El-Oued. De par sa position géographique et politique, l'Algérie n'arrange personne. On nous fait la guerre sous différentes formes, le prix du pétrole n'est pas baissé comme cela, il y a une volonté de nuire. Il faut être très vigilant.

A. C.

SECOND CONGRÈS DE L'OPPOSITION

La liste préliminaire des invités arrêtée

La liste préliminaire des invités au second congrès de l'opposition a été finalisée, hier, avant son adoption, mercredi prochain, par les membres de l'Icso (Instance de concertation et de suivi de l'opposition).

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Au sein de l'opposition, celle issue de la conférence de Zéralda du 10 juin 2014, l'on est au stade des ultimes préparatifs du second congrès prévu le 30 mars prochain à Zéralda.

Hier, la sous-commission politique présidée par l'ancien ministre et ex-diplomate Abdelaziz Rahabi s'est réunie au siège national du parti des avant-gardes des libertés pour arrêter la liste

préliminaire des invités à ce second conclave. Selon Younès Sabeur Cherif, chargé de la communication à Jil Jadid et membre de cette sous-commission, une liste préliminaire d'une soixantaine de personnes, entre chefs de partis et personnalités, devait être proposée aux membres de l'Icso qui auront à la discuter lors du sommet de l'instance prévue mercredi au siège national du MSP. Un listing qui devra aussi comprendre nombre d'acteurs associatifs et syndicaux autonomes qui ont signifié leur disponibilité à prendre part à ce second congrès de l'opposition.

Cernant la sortie des chômeurs de Ouargla qui ont signifié tout récemment leur refus de s'impliquer dans une quelconque démarche politique au sein de l'opposition, Mohand-Arezki Ferrad, président de la sous-commission communication de ce second

congrès de l'opposition, y voit la main du pouvoir via un de ses relais. «On fait tout pour dissuader les gens de s'impliquer dans l'action politique autonome, invoquant des velléités de récupération par l'opposition mais on admet volontiers que cette récupération soit l'œuvre des partis du pouvoir ou de ceux gravitant autour», soutient notre interlocuteur.

Pour cet ancien député du FFS, si l'opposition arrive à sauvegarder sa cohésion et à maintenir sa dynamique collégiale à l'occasion de ce second congrès, ce sera déjà une victoire au vu, met-il en avant, des manœuvres du pouvoir qui fait tout pour entraver son action. Ferrad en veut pour preuve les difficultés éprouvées par l'Icso pour dénicher l'endroit où tenir son second congrès. «Nous aurions aimé avoir une plus grande infrastructure comme la coupole du

complexe olympique Mohamed-Boudiaf ou un grand hôtel pour pouvoir permettre à un plus grand nombre d'y participer mais nous nous sommes rabattus sur une petite salle de la mutuelle des travailleurs des matériaux de construction de Zéralda», affirme-t-il. Car, poursuit-il, au sein de l'instance, «il y a des partis comme le parti des avant-gardes des libertés, le MSP et le RCD, qui peuvent mobiliser par milliers». Pour ce membre de l'Icso à titre de personnalité nationale, il est clair maintenant qu'à travers la «programmation du meeting du FLN le même jour que notre congrès qui se tiendra donc dans une salle relativement petite, le pouvoir veut réduire l'audience et la capacité de mobilisation de l'opposition aux yeux de l'opinion publique».

M. K.